



Le Piment Rouge

Bulletin de la section LCR de Massy – 06 mars.2005

**Contre le gouvernement et le patronat, Retrait du CPE !
le 7 mars, tous en grève et dans la rue !**

Villepin était pressé de pouvoir se prévaloir du vote par le Sénat de l'article de la loi « Egalité des chances » concernant le CPE. C'est fait. Mais ce n'est pas cela qui va intimider la mobilisation qui partout, dans les lycées et les universités, dans les entreprises, s'amplifie.

Villepin et Sarkozy chutent dans les sondages d'autant que le rejet du CPE monte dans l'opinion !

Le gouvernement voulait convaincre que le CPE, après le CNE, aiderait à « la bataille pour l'emploi » en instaurant une période d'essai de deux ans. Plus de six mois après que le CNE ait été adopté, le chômage repart à la hausse ! 16 300 chômeurs de plus en février par rapport à janvier.

Faciliter les licenciements ne créent pas un emploi de plus, c'est l'évidence, mais permet par contre aux patrons de soumettre les salariés à leur bon vouloir.

Et cela, pour le plus grand bénéfice des gros actionnaires dont le gouvernement sert les intérêts.

On vient de le voir, une fois de plus, dans l'affaire de la fusion éclair entre Gaz de France et Suez. En 2004, lors du vote de la loi sur l'ouverture du capital d'EDF-GDF, le gouvernement, par la voix de Sarkozy, s'était engagé à ne pas diminuer la participation de l'Etat en dessous de 70%. Il renie sa parole et achève la privatisation de GDF, pour le plus grand profit des financiers.

Cette politique ne sert en rien les besoins de la population, elle obéit à la seule logique de la rentabilité financière, au prix des menaces sur l'emploi, de la dégradation des conditions de travail et de service, des hausses de tarifs à venir,

Les travailleurs, les jeunes qui se mobilisent dans tout le pays la refusent.

Le 7 mars, les organisations syndicales et politiques de gauche et d'extrême-gauche appellent à faire grève et à manifester pour exiger le retrait du CPE.

Ce sera l'occasion de dire non au CPE, non aussi au CNE, non à la généralisation de la précarité et au chômage, non à la politique de privatisation, non à ce gouvernement entièrement soumis aux volontés patronales.

Faisons tous ensemble du 7 mars une journée de mobilisation sociale et politique, une journée de grève interprofessionnelle.

Les directions des organisations syndicales n'ont pas dit leurs intentions sur les suites qu'elles entendaient donner à cette journée. Il est clair que plus le mouvement sera profond et déterminé, plus il leur sera difficile de se dérober.

**Il est possible de faire reculer Villepin en faisant converger les mécontentements
C'est le moment, tous ensemble, faisons céder Villepin et le gouvernement**

Un 8 mars de lutte pour le droit à l'emploi des femmes

Alors que les femmes sont plus souvent précaires et chômeuses que les hommes, le CNE et le CPE vont encore les précariser: comment dénoncer le harcèlement sexuel d'un patron ou envisager une grossesse?

Pendant ce temps, la dégradation et la privatisation des services publics font reposer les soins des personnes dépendantes sur les épaules des femmes au sein de la famille.

Le 8 mars, dans la rue, exigeons le retrait du CPE et du CNE, le rattrapage immédiat des salaires des femmes, une vraie réduction du temps de travail pour tou-te-s, un service public gratuit d'accueil de la petite enfance, et une loi-cadre contre les violences sexistes au travail.

Parce que le droit à l'emploi des femmes est la condition de leur autonomie financière.

Nous contacter : Section LCR de Massy **Tél** : 06 22 49 42 73 / 06 82 94 59 51

Mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr

Site : lcrmassypalaiseau-chez.alice.fr

Non à la privatisation de GDF !

Personne ne sera dupe quant aux vraies raisons de la fusion annoncée de Gaz de France avec le groupe Suez. La privatisation des services publics fait partie de la stratégie définie par le sommet européen de Lisbonne en 2000. Le vote de la loi autorisant l'ouverture du capital, en juillet 2004, avait simplement pour but de préparer le terrain. Tous ceux qui ont misé sur les engagements gouvernementaux, c'est-à-dire une participation de l'Etat qui ne pouvait pas descendre en dessous de 70%, en sont pour leurs frais. Un géant de l'énergie va naître pour le plus grand profit des actionnaires mais au détriment des salariés des deux entreprises et des usagers puisque le gouvernement Villepin détruit le service public. La gravité de cette attaque est comparable à celle qui vise à mettre en pièce le CDI à travers le CNE et le CPE. La LCR ne croit pas une seule seconde les déclarations de Th.Breton sur le maintien de l'emploi. Cette fusion entraînera inévitablement une augmentation importante des prix du gaz pour les usagers : c'est la loi du profit maximum pour les actionnaires qui va s'appliquer. La politique du gouvernement Villepin est une addition de duperie et de forfaiture. La réaction des salariés et de leurs organisations, avec le soutien des usagers c'est-à-dire de toute la population, doit être à la hauteur de l'agression.

Oui à la solidarité, non à la récupération.

Pourquoi la LCR n'a pas participé à la manifestation de dimanche 26 février

En lui-même, l'assassinat du jeune Ilan Halimi est suffisamment horrible pour susciter le dégoût et nécessiter que les coupables soient au plus vite déférés devant la justice. S'il s'avère que ce crime, d'une gravité déjà exceptionnelle, se combine avec l'antisémitisme, cela ne pourra que renforcer notre indignation et appeler la réaction déterminée de tous les antiracistes, de tous les démocrates. La LCR tient à assurer la famille d'Ilan Halimi de sa plus profonde sympathie. Elle demande que toute la lumière soit faite sur cet acte barbare. Elle tient également à mettre solennellement en garde contre toute instrumentalisation politique de

cette affaire, qui conduirait à la montée des tensions communautaires, nourrirait des amalgames dangereux, aboutirait à la stigmatisation de certaines catégories de la population, voire à des dérapages xénophobes inadmissibles comme ceux qui ont ponctué la marche parisienne du 19 février. C'est pourquoi, ne voulant pas voir dévoyer le combat indispensable contre le racisme et l'antisémitisme, la LCR ne s'associera pas à l'appel à manifester lancé par SOS-Racisme et la LICRA pour le 26 février.

Contre le MEDEF et le Gouvernement

Le mardi 21 février, onze partis de gauche dont la LCR, se sont réunis à Paris afin d'intensifier la mobilisation unitaire pour le retrait du CPE, contre la directive Bolkestein, contre la politique du gouvernement concernant l'immigration.

La Gauche Massicoise unie contre le CPE

Fin janvier, la section de Massy de la LCR s'est adressé aux forces de gauche, syndicats, associations diverses de notre ville afin de mobiliser ensemble contre la politique de ce gouvernement. C'est donc à l'appel de plusieurs partis et organisations de gauche, de divers syndicats et associations massicoises, que près de 200 personnes ont participé vendredi 24 février à la réunion publique unitaire contre le CPE. Ensemble nous avons exprimé notre refus de la politique gouvernementale notamment en ce que concerne le CPE. **Les organisateurs, on appelé au succès de la manifestation de mardi 7 mars, et décidé de se revoir après la manifestation afin de poursuivre la mobilisation.**

Défendons l'avenir de la jeunesse

Retrait du CPE !

Tous ensemble à la manifestation

Mardi 7 mars 14H30

République-Nation